ASSEMBLÉE NATIONALE

26 janvier 2023

PLFRSS POUR 2023 - (N° 760)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° AS7221

présenté par

Mme Chatelain, Mme Rousseau, Mme Garin, M. Peytavie, Mme Arrighi, M. Bayou, Mme Belluco, M. Fournier, M. Iordanoff, M. Julien-Laferrière, Mme Laernoès, M. Lucas, Mme Pasquini, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Sas, Mme Sebaihi, M. Taché, Mme Taillé-Polian et M. Thierry

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 2, insérer l'article suivant:**

Le titre III du livre I^{er} du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° L'article L. 135-3 est complété par un second alinéa ainsi rédigé :

« Les recettes du fond de solidarité vieillesse sont par ailleurs constituées d'une fraction du produit de la contribution sociale mentionnée au I de l'article L. 136-7-1 à concurrence d'un montant correspondant à l'application d'un taux de 3 % à l'assiette de cette contribution. » ;

2° Au 3° du I de l'article L. 136-8, le taux : « 6,2 % » est remplacé par le taux : « 9,2 % ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le groupe écologiste soutient des financements assurant la solidité de notre système de retraite notamment pour les prochaines années, et concernant l'ensemble des acteurs économiques, notamment les plus aisés et les moins prélevés. Nous nous opposons à la politique de rabot et d'allongement de la durée du travail comme prétendu mode de financement de notre système de retraites que le Gouvernement veut de façon indifférenciée imposer, notamment via l'article 7 du présent projet de loi.

Le présent amendement remet à niveau la contribution sociale généralisée sur les paris & jeux de hasard, augmentant les taux et assurant au besoin l'affectation au risque vieillesse et ses institutions pour les nouvelles sommes supplémentaires dégagées. Les 3 points de contribution sociale généralisée ajoutés iront donc ici vers le financement et la consolidation des pensions versées à nos aînés, compensant des années de laisser faire particulièrement prononcé sur le premier quinquennat d'Emmanuel Macron qui ont largement altéré nos finances publiques et sociales.